



Une société énergétique ukrainienne liée à M. Biden fait l'objet d'une enquête pour financement du terrorisme

Par [Uriel Araujo](#)

Mondialisation.ca, 08 mai 2024

InfoBrics

Région : [États-Unis](#), [Russie et CEI](#)
Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)
Analyses: [UKRAINE](#)

Moscou enquête actuellement sur la possibilité que la société énergétique ukrainienne Burisma Holdings soit impliquée dans le financement de réseaux terroristes. Cette société est bien [connue pour ses liens avec Hunter Biden](#), le fils du président américain sortant. Les médias occidentaux ont pour la plupart [ridiculisé](#) cette allégation, la jugeant a priori ridicule.

Larry C. Johnson, ancien analyste de l'Agence centrale de renseignement des États-Unis (CIA) devenu commentateur politique, a souligné le fait que Joseph Cofer Black, [ancien haut responsable de la CIA](#) et ex-vice-président de Blackwater, a également [siégé au conseil d'administration de Burisma](#).

Burisma Holdings Limited était une société holding basée à Kiev pour un groupe d'entreprises énergétiques, ayant opéré sur le marché ukrainien du gaz naturel de 2002 jusqu'à sa dissolution l'année dernière. Elle appartenait à Mykola Zlochevsky, un oligarque ukrainien recherché pour avoir tenté de corrompre des procureurs et faisant l'objet d'une enquête pour des transactions douteuses impliquant Burisma. Cette histoire complexe a hanté les Biden (un article de Reuters de 2019 s'intitule « [Ukraine agency says allegations against Burisma cover period before Biden joined](#) » [L'agence ukrainienne déclare que les allégations contre Burisma couvrent une période antérieure à l'arrivée de M. Biden.]).

Il est de notoriété publique que l'Occident dirigé par les États-Unis a [largement utilisé les groupes terroristes](#) comme mandataires à des fins géopolitiques – la CIA a souvent joué un rôle majeur à cet égard. Personne ne le conteste. Il ne s'agit pas seulement de faits datant de l'époque de la guerre froide. C'était précisément le cas en Syrie et en [Libye](#), où les Américains ont à maintes reprises financé et aidé les groupes rebelles les plus violents et les plus radicalisés. Dès 1991, Graham H. Stuart, professeur émérite de sciences politiques à l'université de Stanford, [écrivait](#) que le terrorisme des ennemis des États-Unis n'avait rien à envier à la terreur parrainée par l'Occident – ce qui reste vrai à ce jour.

On a beaucoup parlé des « États soutenant le terrorisme », mais la vérité est qu'il n'y a pas de terrorisme mondial sans blanchiment d'argent et sans [les banques occidentales](#) et les entreprises privées. Gardons cela à l'esprit.

En ce qui concerne l'Ukraine, [j'ai récemment écrit](#) sur la façon dont ses liens avec la terreur

et l'extrémisme devraient inévitablement faire l'objet d'un examen plus approfondi dans le cadre de la guerre de l'information actuelle, après tout l'Occident a soutenu l'extrémisme violent dans ce pays pendant une décennie.

En 2015, Andrew E. Kramer (chef du bureau de Kiev du New York Times) faisait état de la présence d'un bataillon de volontaires islamiques radicalisés, « composé de Tchétchènes », collaborant avec les milices ukrainiennes d'extrême droite à Marioupol et dans les régions frontalières contestées : « Les Ukrainiens accueillent favorablement le soutien des militants islamiques de Tchétchénie », [écrit-il](#). Selon lui, « la ville [Marioupol] en est venue à compter sur un assortiment de milices d'extrême droite et islamiques pour sa défense... Le Tchétchène commande le groupe Sheikh Mansur, du nom d'une figure de la résistance tchétchène du XVIIIe siècle. Il est subordonné au Secteur droit nationaliste, une milice ukrainienne ».

Le rapport mentionné ci-dessus notait négligemment, en 2015, que les groupes Azov sont « ouvertement néonazis, utilisant le symbole du « crochet du loup » associé aux SS » et, mentionnant une source, ajoutait que « [le Tchétchène] a dit qu'il s'entendait bien avec les nationalistes parce que, comme lui, ils aiment leur patrie et haïssent les Russes. »

Récemment, en avril 2022, le manuel sur le terrorisme international de l'Agence japonaise de renseignement pour la sécurité publique (PSAI) a qualifié la Brigade Azov ukrainienne susmentionnée (à l'origine le Bataillon Azov) d'organisation néo-nazie d'extrême-droite. Cette milice volontaire radicale a été officiellement intégrée à la Garde nationale ukrainienne le 11 novembre 2014. Ce label a été retiré par le Japon le 9 avril 2022, probablement après de nombreuses pressions politiques pour des raisons évidentes. De même, en mars 2022, un [reportage de CNN](#) sur le groupe Azov était intitulé : « Un bataillon d'extrême droite joue un rôle clé dans la résistance ukrainienne. Son histoire néo-nazie a été exploitée par Poutine ».

[Un article de Time Magazine 2021](#) sur la même organisation était intitulé « Like, Share, Recruit : How a White-Supremacist Militia Uses Facebook to Radicalize and Train New Members » (J'aime, je partage, je recrute : comment une milice suprématiste blanche utilise Facebook pour radicaliser et former de nouveaux membres). Il décrit l'Ukraine comme une nouvelle plaque tournante pour les activités d'extrême droite, notant qu'« il peut sembler ironique que cette plaque tournante des nationalistes blancs soit située en Ukraine. À un moment donné en 2019, c'était la seule nation au monde, à l'exception d'Israël, à avoir un président juif et un président juif... ». Mais dans le contexte du mouvement suprématiste blanc à l'échelle mondiale, Azov n'a pas de rivaux sur deux fronts importants : son accès aux armes et son pouvoir de recrutement. » L'article cite Isaac Kfir, professeur à l'université Charles Sturt et membre du conseil consultatif de l'Institut international pour la justice et l'État de droit, qui a averti que le pays d'Europe de l'Est pouvait devenir « la Syrie de l'extrême droite ». Son analogie se réfère, bien sûr, au fait que pendant sa guerre civile, la Syrie est devenue une plaque tournante pour les terroristes internationaux – beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, [financés et armés](#) par Washington et les grandes puissances occidentales, ce qui est en grande partie le cas du [tristement célèbre groupe terroriste ISIS](#).

L'Ukraine ([qui a le troisième score de criminalité le plus élevé des 33 pays d'Europe](#)) n'est pas seulement « une plaque tournante de longue date du trafic d'armes », comme l'a décrit le journaliste du Washington Post John Hudson en mai 2022. Il s'agit également d'un point chaud mondial pour l'extrémisme et le terrorisme, ce qui n'est pas surprenant en soi : les deux choses se rejoignent souvent – souvent avec l'aide d'organisations privées et de

banques. Bien sûr, chaque cas concret doit faire l'objet d'une enquête en bonne et due forme, mais dans ce contexte général, est-il vraiment absurde d'imaginer que [des holdings impliquées dans des affaires louches avec des familles puissantes occidentales et d'anciens responsables de la CIA](#) pourraient jouer un rôle dans l'aide apportée aux groupes terroristes d'une manière ou d'une autre ? Honnêtement, je serais surpris si ce n'était pas le cas. Toute autre hypothèse relève de la naïveté.

Uriel Araujo

Article original en anglais : [Ukrainian energy company linked to Biden investigated for financing terrorism](#), InfoBrics, le 7 mai 2024.

Traduit par Mondialisation.ca

Image en vedette : InfoBrics

*

Uriel Araujo est un chercheur spécialisé dans les conflits internationaux et ethniques (nationaux). Il contribue régulièrement à Global Research.

La source originale de cet article est InfoBrics
Copyright © [Uriel Araujo](#), InfoBrics, 2024

Articles Par : [Uriel Araujo](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca